

## Bulletin d'histoire politique

# Le nécessaire retour du politique

Marcel Bellavance



Volume 2, numéro 3, hiver 1994

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063388ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063388ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Bellavance, M. (1994). Le nécessaire retour du politique. *Bulletin d'histoire politique*, 2(3), 3-3. <https://doi.org/10.7202/1063388ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1994

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

**é**rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

## ÉDITORIAL

**LE NÉCESSAIRE RETOUR DU POLITIQUE**

Se pourrait-il que la société occidentale subisse des transformations sociales, économiques et politiques comparables qualitativement parlant aux mutations profondes qui accompagnèrent la révolution industrielle? La crise économique présente et ses répercussions multiples en serait-il le symptôme le plus apparent de même que le fait, chaque jour perceptible, de l'incapacité chronique des appareils politiques à la maîtriser et à proposer des solutions?

L'État gestionnaire semble dépassé par la crise. Pressé d'agir, n'aggrave-t-il pas le malaise et ne l'amplifie-t-il pas délibérément par ses politiques budgétaires dites « rationalisées » qui consistent souvent dans un sauve-qui-peut général à vendre « l'argenterie de famille » et à créer le chômage, diminuant ainsi les revenus de l'État et augmentant les dépendances?

Cette gestion négative ne vient-elle pas à son tour contredire une grande leçon économique dont le citoyen pensait avoir compris les effets?

Pendant des décennies, le citoyen croyait qu'un investissement, dans une entreprise par exemple, avait nécessairement des effets multiplicateurs dans l'économie en général et sur l'emploi et le bien-être collectif en particulier. C'en était, disait-on, les retombées. L'histoire du Canada repose même sur cette idée qu'investir dans un secteur important de l'économie a des effets générateurs dans les autres secteurs économiques. La « staple theory » expliquerait même le développement de l'économie canadienne jusqu'à l'aube du XX<sup>e</sup> siècle. Elle explique en bonne partie la naissance de la Confédération de 1867 qui, pour de nombreux historiens, a été une vaste opération de finance publique.

L'impasse dans laquelle le pays se trouve n'appelle-t-il pas l'émergence de nouveaux « Pères fondateurs »; en d'autres mots, un réveil du politique est de plus en plus nécessaire dont la fonction essentielle n'est-elle pas justement l'art de décider et de provoquer les grands débats pour l'action comme le laisse entendre la lecture éclairante de l'article de Jean-Marie Fecteau sur le retour d'un refoulé, c'est-à-dire du politique.

Marcel Bellavance